

CONTRAT

entre

les Chemins de fer fédéraux suisses CFF

société anonyme de droit public ayant son siège à Berne

CFF SA Infrastructure
Projets I-AEP-PJM-RWT-T1
Avenue de La Gare 43
1001 Lausanne

(ci-après «CFF SA»)

et

Partenaire contractuel

Numéro TVA/ EIN: -----

Numéro IDE: -----

et

le **consortium** -----

Numéro TVA/ EIN: -----

Numéro IDE: -----

Le consortium se compose des entreprises suivantes:

a)	Entreprise pilote:	-----
b)	Entreprise partenaire:	-----
c)	Entreprise partenaire:	-----
d)	Entreprise partenaire:	-----

(ci-après «l'entreprise»)

concernant

ZEB LS-PAL

Informations complémentaires

A indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance

Référence	Susan Martin
Numéro de contrat	-----
Numéro de commande	-----
Numéro de projet	1127979

Pour usage interne CFF:

Modèle de contrat:	Contrat de planification
Date Version Modèle	01.01.2020
Nom du fichier:	A modele contrat de planification.docx

1. Objet du contrat

Prestations de planification phases pour la ligne 250 entre Lausanne et Palézieux. Les prestations consistent en des prestations multidisciplinaires pour l'infrastructure ferroviaire.

2. Eléments constitutifs du contrat et ordre de priorité

Le présent contrat se compose des éléments suivants:

- a) le présent document contractuel avec ses annexes conformément au chiffre correspondant;
- b) les conditions générales de CFF SA relatives aux prestations de planification, édition d'octobre 2019 (CG-PPL);
- c) les résultats de la mise au net de l'offre et du descriptif des prestations du date;
- d) l'offre de l'entreprise et le descriptif des prestations du date;
- e) le descriptif des prestations et les dispositions de CFF SA concernant l'objet du date.

S'il y a contradiction entre certains éléments constitutifs du contrat, leur ordre de priorité est déterminé selon le classement précité. En cas de divergences entre les documents contractuels faisant partie d'un des éléments constitutifs du contrat, le document le plus récent fait foi. Les dérogations aux documents d'appel d'offres ne sont valables que dans la mesure où elles sont intégrées dans les résultats de la mise au net.

Les conditions contractuelles juridiques et commerciales de l'entreprise (conditions générales, etc.) ne s'appliquent que si elles sont expressément mentionnées dans le présent contrat («Conventions particulières»). Les renvois aux conditions contractuelles de l'entreprise figurant dans son offre, dans les annexes à son offre ou dans une lettre de confirmation sont sans effet.

3. Phases partielles confiées

Le présent contrat comprend les phases partielles ci-après:

			Seules les phases suivantes seront validées à la signature du présent contrat:
<input type="checkbox"/>	31	Avant-projet	<input type="checkbox"/> 31 Avant-projet
<input checked="" type="checkbox"/>	32	Projet de construction	<input checked="" type="checkbox"/> 32 Projet de construction
<input checked="" type="checkbox"/>	33	Procédure d'autorisation/projet de mise à l'enquête	<input checked="" type="checkbox"/> 33 Procédure d'autorisation/projet de mise à l'enquête
<input checked="" type="checkbox"/>	41	Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication	<input type="checkbox"/> 41 Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication

<input checked="" type="checkbox"/>	51	Projet d'exécution	<input type="checkbox"/>	51	Projet d'exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	52	Exécution	<input type="checkbox"/>	52	Exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	53	Mise en service/clôture	<input type="checkbox"/>	53	Mise en service/clôture

La répartition en phases est conforme au système défini par la norme SIA 112 (édition 2014).

Les différentes phases partielles font l'objet d'une demande adressée en temps opportun par l'entreprise à la direction de projet de CFF SA; elles sont déclenchées par écrit quatre semaines avant leur lancement par CFF SA.

Conformément au ch. 26.3 CG-PPL, CFF SA a le droit de résilier le contrat en tout temps, par écrit, avant l'exécution d'une nouvelle phase partielle. L'entreprise ne peut pas prétendre au prolongement de son mandat. En cas de résiliation du contrat pendant le traitement d'une phase partielle (notamment en cas de défaut d'autorisations ou de libération de crédit), l'entreprise a droit à la rémunération des prestations fournies en bonne et due forme jusqu'à la date de résiliation du contrat. En l'espèce, toute prétention liée au manque à gagner est exclue (pas de résiliation en temps inopportun).

À la fin de chaque phase partielle (avant-projet/projet de construction/appel d'offres), CFF SA dispose d'un délai d'un mois pour vérifier les prestations fournies. L'interruption du travail qui en résulte n'est pas rémunérée. Au terme de cette vérification, le processus interne d'autorisation de CFF SA se poursuit sur la base de l'examen réalisé. Ledit processus dure environ un mois.

Afin de permettre à l'entreprise de travailler sur la phase partielle suivante pendant le déroulement du processus interne d'autorisation, il est convenu de ce qui suit: après communication du résultat de la vérification, l'entreprise reprend le travail, procède aux rectifications nécessaires au terme de l'examen et commence la phase partielle suivante. L'entreprise fournit des informations sur ses coûts selon l'exactitude prescrite dans le descriptif des prestations.

4. Rémunération

4.1. Rémunération en fonction du temps de travail effectif et plafonnement des coûts

La rémunération s'effectue selon le travail fourni, sur la base des taux d'honoraires convenus.

Les plafonnements de coûts suivants s'appliquent à chaque phase partielle (hors TVA, frais accessoires compris):

Phase partielle	Plafonnement des coûts en CHF
32 Projet de l'ouvrage	

33 Procédure de demande d'autorisation/dossier de mise à l'enquête	
41 Appel d'offres, comparaison des offres, propositions d'adjudication	
51 Projet d'exécution	
52 Exécution de l'ouvrage et 53 mise en service	
TOTAL	

L'augmentation du plafond de coûts n'est possible que dans des cas dûment justifiés. L'entreprise informe CFF SA par écrit de tout dépassement éventuel du plafond de coûts dès qu'elle en fait la constatation et fournit une justification. En cas de non-respect de cette obligation, le dépassement du plafond des coûts est à la charge de l'entreprise. Toute augmentation du plafond de coûts doit être convenue par écrit entre les parties au moyen d'un avenant au contrat.

Les honoraires convenus tiennent compte d'un rabais de ----- qui s'applique également aux avenants.

Honoraires nets convenus pour l'ensemble des prestations, y.c. frais accessoires usuels hors TVA	CHF	0.00
TVA en vigueur en sus (7.7%)	CHF	0.00
Montant net de l'adjudication, TVA incluse	CHF	0.00
Frais accessoires non inclus dans les honoraires (ch. Remboursement des frais accessoires), montant estimé, décompte définitif sur la base de pièces justificatives	CHF	0.00

4.2. Remboursement des frais accessoires

Les frais accessoires usuels (copies, téléphone, fax, frais de port, infrastructure informatique, assurances, frais de déplacement et temps de trajet, frais de restauration et de logement, frais liés aux bureaux de chantier et autres frais générés sur la base des prestations contractuelles) sont compris dans la rémunération convenue conformément au chiffre 4.1.

Les frais générés en dehors du contrat sont indemnisés en fonction des dépenses effectives

4.3. Renchérissement

La réglementation suivante s'applique en matière d'adaptation au renchérissement: SIA 126
Variations de prix: Procédure selon la méthode paramétrique pour les prestations de mandataires.

Le jour de référence suivant s'applique: Date (dernier jour pour la remise de l'offre).

5. Modalités de paiement

5.1. Facturation

Toutes les factures doivent être conformes aux dispositions du présent contrat. Des synthèses vérifiables des prestations fournies leur seront jointes. La TVA doit être expressément indiquée. Les factures comportent obligatoirement les indications mentionnées à la page 2 du présent contrat («Informations complémentaires / A indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance») ainsi que le numéro de TVA de l'entreprise. En outre, chaque facture doit indiquer où CFF SA peut effectuer le paiement avec effet libératoire.

Les factures doivent être établies à l'adresse comptable suivante:

Chemins de fer fédéraux suisses CFF
Créanciers Infrastructure
Poststrasse 6
3000 Berne 65
Suisse

Les factures qui ne satisfont pas aux critères précités sont renvoyées pour correction. Le délai de paiement est différé en conséquence.

L'entreprise se déclare disposée, sur demande de CFF SA, à appliquer à l'avenir la procédure de commande et de facturation par voie électronique. L'introduction et l'application technique seront mises au point à temps. Les factures électroniques doivent être signées numériquement par le système ERP de l'entreprise, via un prestataire de services et être envoyées conformément aux directives de CFF SA. CFF SA n'accepte pas de factures électroniques au format PDF.

Délai de paiement

Les parties conviennent du plan de paiement ci-après (étapes/délais au terme desquels une facture peut être établie dans la mesure où la prestation a été fournie):

Facturation mensuelle.

Le délai de paiement est de 30 jours après réception de la facture à l'adresse indiquée (sous réserve de contestation de CFF SA).

5.2. Escompte

Un escompte de -----% est déduit de chaque paiement effectué dans les délais. L'escompte s'applique à toutes les factures de l'entreprise, y compris aux éventuels avenants.

6. Délais

6.1. Délais comminatoires

En cas de non-respect des délais suivants, l'entreprise est en demeure sans autre avis:

-Envoi PAP à l'OFT : 30 novembre 2021.

-Approbation projet de construction : 31 octobre 2022.

6.2. Délai de remise du décompte final de l'entrepreneur

L'entreprise transmet à CFF SA sa version révisée du décompte final de l'entrepreneur au plus tard 10 jours après avoir reçu celui-ci.

6.3. Délai de remise de la documentation finale

L'entreprise transmet la documentation finale complète dans un délai de 90 jours à compter de la réception des prestations de l'entrepreneur.

7. Personnes-clés

Sont réputées personnes-clés de l'entreprise les personnes suivantes:

L'entreprise s'engage à mettre les personnes clés à disposition conformément à l'offre.

Les personnes-clés ne peuvent être remplacées que dans des cas dûment justifiés et uniquement par des personnes qui, comme elles, répondent aux exigences de qualité énoncées dans l'appel d'offres.

Dès qu'elle identifie un changement à venir, l'entreprise doit le notifier par écrit, le justifier et fournir la preuve de la qualification de la personne remplaçante. L'accord de CFF SA demeure réservé.

L'entreprise est tenue de garantir le transfert d'informations et de connaissances entre les personnes-clés. Elle supporte elle-même les dépenses y afférentes.

Sur demande de CFF SA, l'entreprise remplace en temps utile les personnes-clés qui ne possèdent pas les connaissances requises ou qui entravent ou compromettent de toute autre manière la bonne exécution du contrat. L'entreprise en supporte seule tous les frais en résultant.

8. Personnes de contact

Pour toute question relative au présent contrat, les personnes suivantes seront consultées:

Pour CFF SA: Nom: Susan Martin

Pour l'entreprise: _____ Nom: _____

Si une personne de contact ou ses coordonnées changent, l'autre partie doit en être informée immédiatement par écrit.

9. Assurance responsabilité civile d'entreprise

CFF SA dispose d'une assurance chantiers qui couvre la responsabilité civile de l'entreprise. Le montant de la couverture s'élève à 150 millions de francs par événement et par année, pour l'ensemble des dommages et frais de prévention de dommages causés, valable pour l'ensemble des projets assurés. Il s'agit d'une assurance Ground up à laquelle l'assurance responsabilité civile propre de l'entreprise ne doit pas participer. L'entreprise participe à la prime de l'assurance responsabilité civile à hauteur de 11.87 % du total de son décompte final (y.c. régie et renchérissement). Elle prend également en charge la franchise de CHF 5000.– par sinistre.

Après la conclusion du contrat, 50% de la participation à la prime seront facturés à l'entreprise. Les 50% restants ou la prime résiduelle adaptée (en fonction du décompte du montant du contrat) seront facturés à réception de la facture finale.

CFF SA recommande à l'entreprise de contacter sa propre assurance responsabilité civile avant l'adhésion à l'assurance chantiers pour faire adapter la protection d'assurance.

En annexe, le résumé Assurance responsabilité civile professionnelle et d'entreprise pour entrepreneurs et planificateurs donne un aperçu en la matière.

La facture relative à la participation à la prime de l'assurance de chantiers est envoyée à l'adresse suivante:: CFF SA Infrastructure Kreditoren Poststrasse 6 3000 Bern 65

10. Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement

L'entreprise s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection des travailleurs, les conditions de travail et l'égalité de traitement entre hommes et femmes, conformément à la déclaration volontaire valablement signée en annexe du présent contrat.

L'expression «les tiers que nous mandatons» utilisée dans la déclaration volontaire englobe tous les tiers liés à l'entreprise dans la chaîne des mandats (sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les tiers auxquels ils font appel).

Si l'entreprise ne respecte pas ces obligations, elle devra s'acquitter d'une peine conventionnelle à l'égard de CFF SA. La peine correspond à 10% du montant du contrat par cas. Toutefois, elle ne doit pas être inférieure à 3000.- francs ni supérieure à 100 000.- francs.

11. Conventions particulières

11.1. Changement de contrôle

L'entreprise informe CFF SA sans délai et par écrit de tout changement de contrôle imminent. Sont notamment considérés comme des changements de contrôle le transfert direct ou indirect d'au moins 50% du capital-actions ou des droits de vote de l'entreprise à un tiers, la fusion ou toute autre association de l'entreprise avec un tiers, le transfert d'actifs essentiels prévus pour le présent contrat à un tiers par l'entreprise ainsi que toute autre prise de contrôle sur l'activité de l'entreprise par un tiers. Les restructurations internes au groupe ne sont pas considérées comme un changement de contrôle au sens du présent chiffre.

En cas de changement de contrôle, CFF SA est en droit de résilier le présent contrat sans verser d'indemnités. Les parties renoncent mutuellement à la compensation du préjudice issu de la caducité du contrat.

11.2. Mesures de sécurité et de protection sur les aires de travail

11.2.1. Généralités

L'entreprise et les tiers qu'elle mandate respectent les dispositions relatives à la protection des travailleurs (y c. les prescriptions de sécurité qui ont été définies) et suivent les instructions de CFF SA. Lors de travaux sur et à proximité des voies ou des installations électriques, l'entreprise se conforme strictement à toutes les dispositions en matière de sécurité qui la concernent, ainsi qu'aux instructions correspondantes des services spécialisés, qui sont communiquées par la direction de la sécurité. Et elle y contraint ses sous-traitants et fournisseurs. En cas de non-respect de ces obligations, la clause «Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement» s'applique. L'entreprise est tenue d'établir les éventuels concepts de sécurité nécessaires avant le commencement des travaux (p. ex. concept de sécurité et de protection de la santé en cas de travaux souterrains).

11.2.2. Sécurité de l'exploitation et protection des trains

Les travaux doivent être organisés et exécutés de manière à garantir la circulation des trains en toute sécurité et aux vitesses autorisées. L'entreprise doit notamment maintenir dégagé le profil d'espace libre et assurer la stabilité des voies attenantes en cas de travaux de terrassement. Le choix de méthodes, de déroulements et de machines de construction appropriés, conformément aux contraintes de CFF SA spécifiques au projet, permet d'exclure toutes circonstances compromettant la sécurité de l'exploitation. Les documents de préparation aux travaux en découlant doivent être remis par écrit à la direction de projet de CFF SA au moins 30 jours avant le début des travaux. Des délais plus courts doivent obligatoirement faire l'objet d'un accord avec la direction de projet de CFF SA.

11.2.3. Protection du personnel

Les différentes phases de travail ne peuvent commencer que si la direction de la sécurité a prévu un dispositif de sécurité pour chacune d'elles et instruit les responsables ad hoc. En contresignant les dispositifs, l'entreprise et son responsable de la sécurité déclarent que ceux-ci et les instructions correspondantes ont été compris et que les consignes nécessaires ont été reçues.

11.2.4. Aptitude médicale

L'entreprise et les tiers mandatés par elle veillent à ce que leur personnel se conforme aux prescriptions sur les critères d'aptitude médicale selon le récapitulatif figurant à l'annexe mentionnée.

11.2.5. Ordonnance sur le courant fort

L'entreprise fait en sorte que le service et les travaux sur les installations à courant fort soient exécutés exclusivement par des personnes compétentes ou instruites (art. 67 de l'ordonnance sur le courant fort, RS 734.2).

11.3. Droits de la propriété intellectuelle et prétentions liées à la concurrence déloyale

L'entreprise s'engage, lors de la remise des résultats de ses travaux ou de ses ouvrages, à disposer de l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle relatifs aux ouvrages contractuellement dus. Elle garantit qu'aucun droit de tiers (notamment les droits de la propriété intellectuelle et les prétentions liées à la concurrence déloyale) n'est violé. Si une action est intentée contre CFF SA par des tiers après la réception de l'ouvrage (notamment en raison de l'atteinte aux droits de la propriété intellectuelle et/ou de prétentions liées à la concurrence déloyale), l'entreprise s'engage à exonérer CFF SA des frais y afférents et à la dédommager intégralement.

CFF SA a le droit d'utiliser, de développer, de modifier et de reproduire les résultats des travaux de l'entreprise ou de transmettre ceux-ci à une éventuelle entreprise totale et/ou des tiers investisseurs afin qu'ils continuent à les utiliser, les développent ou les modifient.

Si le mandat porte uniquement sur l'étude de projet, CFF SA est autorisée à utiliser, à développer ou à modifier les résultats des travaux elle-même ou en faisant appel à des tiers. Aucune indemnisation supplémentaire n'est prévue à ce titre. CFF SA bénéficie des mêmes droits lorsque le contrat prend fin prématurément.

11.4. Documentation relative aux résultats des travaux

A chaque étape de l'exécution du contrat, CFF SA est autorisée à demander la remise d'une documentation complète sur les résultats des travaux (y c. bases d'élaboration et de calcul) en 2 exemplaire/s. Les documents doivent être disponibles en français et remis sur papier et sur un support de données dans un format original pouvant être traité par CFF SA ainsi qu'aux formats suivants:

jpeg et autres formats usuels dans le domaine de la construction.

11.5. Réalisation par un tiers

L'entreprise prend acte que CFF SA peut faire appel à une entreprise totale et/ou à un tiers investisseur pour réaliser le projet ou qu'elle peut entièrement l'aliéner à un tiers. En pareil cas, l'entreprise s'engage à appliquer les dispositions du présent contrat à l'égard de tiers, notamment à l'égard d'un ou de plusieurs investisseur(s) ou d'une entreprise totale.

11.6. Droit de regard

Les parties conviennent d'un droit de regard en matière de calcul des prix conformément à l'annexe correspondante.

11.7. Gestion des divergences

Les parties s'engagent à tenter de régler à l'amiable les éventuelles divergences issues du présent contrat ou en relation avec celui-ci, conformément à l'annexe correspondante, avant de saisir le tribunal compétent désigné ci-après. Cela concerne également toute divergence relative à la validité du contrat, ses effets juridiques, ses modifications ou sa résiliation.

11.8. Prescription et délai de dénonciation des défauts

Lorsqu'elles sont fondées sur d'éventuels défauts d'un ouvrage immobilier, les prétentions de CFF SA envers l'entrepreneur/l'entreprise qui a contribué aux travaux de construction se prescrivent par cinq ans à compter de la réception dudit ouvrage. CFF SA peut signaler à tout moment de tels défauts au cours des deux premières années suivant la réception. Une fois ce délai expiré, les défauts doivent être signalés dans les deux mois suivant leur découverte.

Lorsqu'elles sont fondées sur d'éventuels défauts d'un ouvrage mobilier, les prétentions de CFF SA envers l'entrepreneur/l'entreprise qui a contribué aux travaux de construction se prescrivent par cinq ans à compter de la remise dudit ouvrage. Pendant le délai de prescription, CFF SA doit signaler par écrit de tels défauts dans un délai de deux mois à compter de leur découverte.

11.9. Utilisation correcte du matériel informatique, des logiciels, d'Internet et des courriels

L'entreprise doit respecter par analogie les instructions du groupe CFF sur l'utilisation autorisée de l'Internet, des services et des programmes de courrier électronique et sur la manipulation autorisée du matériel et des logiciels informatiques ainsi que la directive y afférente.

11.10. Commandes de l'entreprise

Dans le cadre des contrats gérés par ses soins, l'entreprise est en droit d'attribuer au cas par cas des prestations et des livraisons uniques et finales d'un montant maximal de CHF 5'000.- (hors TVA). Elle en informe immédiatement CFF SA.

11.11. Comité de suivi

Un comité de suivi est constitué dès la signature du contrat.

Le comité de suivi se réunira trimestriellement afin de faire le point sur l'avancement des travaux de l'entreprise et de prendre les éventuelles décisions nécessaires au bon déroulement du projet. Au cours de chaque séance, un procès-verbal sera établi par l'entreprise reprenant les éléments discutés.

Lors des séances de comité de suivi, les éléments suivants devront être transmis au préalable cinq jours ouvrables avant chaque séance :

- Suivi financier du contrat (dépensé, prestations à venir pour la période suivante, etc)
- Suivi des jalons / des livrables / des études / des travaux
- Suivi des risques et opportunités liés au lot.

CFF SA se réserve le droit de modifier la fréquence des séances, à la hausse ou à la baisse, ceci ne donnant pas droit à des honoraires complémentaires.

11.12 Signatures pendant COVID19

Compte tenu des difficultés actuelles liées au Covid-19, les parties ont convenu que l'exigence de forme écrite du présent contrat pouvait également être remplie en signant à l'aide d'un écran tactile ou en insérant une signature scannée.

12. Forme écrite

La conclusion du contrat ainsi que toutes modifications et tous compléments qui lui sont apportés de même qu'à ses éléments constitutifs requièrent la forme écrite et la signature des deux parties.

13. Droit applicable

Le contrat est exclusivement régi par le droit suisse. L'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (conclue à Vienne le 11 avril 1980) est expressément exclue.

14. For

En cas de litiges issus du présent contrat ou en relation avec ce dernier, le for exclusif est Berne.

15. Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante du contrat:

- 1) Déclaration relative à la protection des travailleurs
- 2) Droit de regard
- 3) Résumé Assurance responsabilité civile professionnelle et d'entreprise pour entrepreneurs et planificateurs
- 4) Critères d'aptitude médicale
- 5) Gestion des divergences

16. Nombre d'exemplaires

Le présent contrat est établi en deux exemplaires identiques. L'entreprise et CFF SA ont chacune reçu un exemplaire dûment signé, y compris les annexes.

En outre, l'entreprise confirme avoir reçu et lu les CG déterminantes.

17. Signatures

Pour CFF SA

Lieu et date

Lieu et date

Jacques Masserey
Achats projets de construction

Jean-Paul Droz
Chef de team

Pour l'entreprise

Lieu et date

Lieu et date

Prénom, nom
Fonction

Prénom, nom
Fonction

18. Signatures des partenaires du consortium

En signant le présent contrat, les entreprises ci-après confirment

- être représentées par l'entreprise désignée pilote et responsable à l'égard de CFF SA pour les questions relatives au présent contrat, jusqu'à révocation écrite;
- répondre solidairement de l'exécution du contrat.

Entreprise partenaire b)

Lieu, date

Lieu, date

Prénom, nom
Fonction

Prénom, nom
Fonction

Entreprise partenaire c)

Lieu, date

Lieu, date

Prénom, nom
Fonction

Prénom, nom
Fonction

Entreprise partenaire d)

Lieu, date

Lieu, date

Prénom, nom
Fonction

Prénom, nom
Fonction